

## Essai d'actualisation de l'économie politique des conflits en Ituri

Cette étude fait une analyse actualisée de l'économie politique des conflits en province d'Ituri. Au-delà d'être des simples affrontements ethniques, entre principalement les Hema et les Lendu, les conflits persistants dans cette province de la partie orientale de la République démocratique du Congo (RDC) s'enracine dans un complexe réseau avec des origines historiques, une économie prédatrice, des manipulations de tout genre, l'absence et/ou la faiblesse des institutions régaliennes, diverses implications régionales et internationales. Pris ensemble, tous ces facteurs contribuent à la persistance des conflits violents et affrontements armés, en dépit de multiples tentatives de pacification.

Tout compte fait, l'étude montre que seule la voie militaire ne peut résoudre la question de la paix dans la province de l'Ituri. Il convient d'œuvrer à travers une approche globale – en s'attaquant aussi bien à la question de la gouvernance des ressources, le problème des manipulations politico-ethniques, la marginalisation des jeunes, la faiblesse des institutions étatiques, la lutte contre la corruption et les identités divisionnistes.



**Pole Institute**  
Institut Interculturel dans la Région des Grands Lacs

Dossier

Essai d'actualisation de l'économie politique des conflits en Ituri



## Essai d'actualisation de l'économie politique des conflits en Ituri

Une étude de Pole Institute



Avenue Alindi n°289, Quartier Himbi I, Ville de Goma / Nord-Kivu  
B.P. 72 Goma (RDC) / Tél.: (00243) 99 28 44 352  
Web site: [www.pole-institute.org](http://www.pole-institute.org) E-mail : [poleinst@pole-institute.org](mailto:poleinst@pole-institute.org), [poleinst@free.fr](mailto:poleinst@free.fr)

Les Éditions de Pole Institute



**Pole Institute**

Institut Interculturel dans la Région des Grands Lacs

# **Essai d'actualisation de l'économie politique des conflits en Ituri**

Une étude de Pole Institute

Dossier, Février 2026

Les Éditions de Pole Institute

## **POLE INSTITUTE**

### **Pole Institute est un Institut Interculturel dans la Région des Grands Lacs.**

Son siège est basé à Goma, à l'Est de la RDC. Il est né du défi que s'est imposé un groupe de personnes du Nord et du Sud-Kivu (RDC) de croiser leurs regards dans un contexte de crise émaillé de beaucoup d'événements malheureux, caractérisé par des cycles de violences, de pauvreté, de mauvaise gouvernance, et d'insécurité.

En conséquence, **Pole Institute** se veut un espace de :

- Analyse et recherche autour des grands défis locaux et leurs implications nationales, régionales et internationales (pauvreté exacerbée, violences sociales, fractures ethniques, absence de repères, culture de l'impunité, etc.) ;
- Analyse et renforcement des stratégies de survie des populations dans un contexte de guerre et de crise prolongée ;
- Analyse des économies de guerre pour dégager des pistes de renforcement des populations locales et de leurs activités économiques ;
- Recherche-action-lobbying en partenariat avec des organismes locaux, régionaux et internationaux.

#### **Finalité et but :**

Faire évoluer des sociétés dignes et non exclusives dans lesquelles agissent des personnes et des peuples libres en vue de contribuer à :

- la construction d'une SOCIÉTÉ dans laquelle chacun trouve sa place et redécouvre l'autre par le développement d'une culture de négociation permanente et l'identification des valeurs positives communes ;
- la formation d'un type nouveau de PERSONNE indépendante d'esprit enracinée dans son identité tout en étant ouverte au monde.

#### **Politique :**

- Initier, développer, renforcer et vulgariser les idées avant-gardistes en matière de paix, de reconstruction et de cohabitation des populations vivant en zones de crise.
- Initier l'émergence d'une culture de négociation (contre une culture de la mort) basée sur les intérêts des uns et des autres.

#### **Dossier**

Éditeur responsable : Pole Institute  
Directeur de publication : Nene Morisho Mwana Biningo  
Rédacteur en chef : Nene Morisho Mwana Biningo

**Comité de rédaction** : - Nene Morisho Mwana Biningo  
- Jean-Pierre Kabirigi  
- Innocent Mpoze  
- Eugène Lubula

Pole Institute  
Avenue Alindi n°289, Quartier Himbi I  
Ville de Goma / Nord-Kivu  
B.P. 72 Goma (RDC) / B.P. 355 Gisenyi (Rwanda)  
Tél.: (00243) 99 28 44 352  
Web site: [www.pole-institute.org](http://www.pole-institute.org)  
E-mail : [poleinst@pole-institute.org](mailto:poleinst@pole-institute.org), [poleinst@free.fr](mailto:poleinst@free.fr)

© Les Éditions de Pole Institute, 2026

ISBN : 978-2-493862-07-5

EAN : 9782493862075

Numéro de Dépôt Légal : 13.03.20.26 du premier semestre

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés pour tous les pays

## Table des matières

Résumé exécutif.....	5
Introduction.....	7
Contexte de l'étude.....	7
Méthodologie de l'étude.....	8
Chapitre I : Genèse et dynamiques des conflits .....	13
1. Introduction.....	13
2. Genèse des conflits (1998-2003).....	13
3. Dynamiques des conflits .....	15
A. Période de stabilisation et de résurgence (2004-2016) .....	15
B. Nouvelle phase de violence et l'émergence de nouveaux groupes (2017-2025).....	15
C. Implications et considérations politiques.....	16
D. Les richesses du sol et du sous-sol et l'intensification des conflits .....	19
E. L'imposition des taxes illégales exigées aux transporteurs.	26
F. Les mutualités culturelles et regroupements ethniques.....	28
Chapitre II : Les implications extérieures .....	31
1. Introduction.....	31
2. Les enjeux et les ambiguïtés de la présence de l'UPDF.....	33
3. Impact sur la dynamique des conflits locaux .....	37
Chapitre III : Les différentes alliances entre les groupes armés .....	39
Conclusion et recommandations .....	45
Bibliographie.....	47
Guide d'entretien.....	49

# Auteurs

**Philippe Lobini Liripanga**

*Chercheur Junior à Pole Institute*

**Innocent Mpoze**

*Chercheur à Pole Institute*

## Résumé exécutif

Cette étude fait une analyse actualisée de l'économie politique des conflits en province d'Ituri. Au-delà d'être des simples affrontements ethniques, entre principalement les Hema et les Lendu, les conflits persistants dans cette province de la partie orientale de la République démocratique du Congo (RDC) s'enracine dans un complexe réseau avec des origines historiques, une économie prédatrice, des manipulations de tout genre, l'absence et/ou la faiblesse des institutions régaliennes, diverses implications régionales et internationales. Pris ensemble, tous ces facteurs contribuent à la persistance des conflits violents et affrontements armés, en dépit de multiples tentatives de pacification.

L'étude présente d'abord les différentes phases des conflits. D'abord, à partir des différends fonciers, il ressort que les conflits ont été exacerbés par l'héritage colonial, des identités ethniques négatrices ainsi que des envies communautaires de contrôle des ressources naturelles de la province. La seconde phase (1998-2003) traite de l'intervention des forces étrangères ainsi que l'émergence de milices et groupes armés locaux. Cette deuxième phase a dévoilé les dessous des conflits tacites avec des affrontements bien visibles ayant endeuillé la province. Il y a ensuite la phase d'un calme apparent (2004-2016) qui n'a pas malheureusement réussi à endiguer la crise sécuritaire. Au contraire, cette phase a connu des fragmentations, des alliances nouvelles et des naissances d'autres groupes armés. Ceci fait que la province d'Ituri est entrée 2017 dans une nouvelle phase, avec la prolifération de groupes armés comme la CODECO, de nouvelles attaques des ADFs et la réapparition d'anciens seigneurs de guerre avec notamment le mouvement Convention pour la Révolution Populaire (CRP). Ceci témoigne de l'échec de différents processus de désarmement mais aussi de l'attrait de l'engagement et mobilisation armé comme moyen d'influence socio-politique et de survie économique.

L'étude met par ailleurs en lumière le rôle fondamental des ressources naturelles – principalement l'or, le bois, le cacao, le bétail et les potentielles réserves pétrolières – dans la persistance des conflits armés en Ituri. Les différents groupes armés, en complicité parfois avec certains acteurs étatiques et de réseaux transnationaux, opèrent et financent leurs actions grâce à l'exploitation illégale des ressources

natures précitées mais aussi l'imposition aux usagers des zones sous leur contrôle. Ceci sape l'autorité des institutions étatiques, entrave la bonne marche des activités socio-économiques quotidiennes, alimente l'esprit de corruption dans l'imaginaire populaire et perpétue les cycles de violences.

L'étude soulève par ailleurs la question de la controverse au tour de la présence des UPDFs dans la province, officiellement destinée à neutraliser les ADFs, à travers l'opération *Shujaa*. Cette présence est perçue, par les populations locales, comme un moyen servant des intérêts géopolitiques, en facilitant l'accès aux ressources naturelles dont l'or et le pétrole. Cette perception populaire, se basant dans un arrière-fond historique, alimente en outre la méfiance et fragilise la légitimité des opérations sécuritaires conjointes menées par les FARDCs et les UPDFs.

Tout compte fait, l'étude montre que seule la voie militaire ne peut résoudre la question de la paix dans la province de l'Ituri. Il convient d'œuvrer à travers une approche globale – en s'attaquant aussi bien à la question de la gouvernance des ressources, le problème des manipulations politico-ethniques, la marginalisation des jeunes, la faiblesse des institutions étatiques, la lutte contre la corruption et les identités divisionnistes.

# Introduction

## Contexte de l'étude

Depuis plusieurs décennies, la province de l'Ituri est le théâtre de conflits persistants. Au-delà d'être des simples affrontements entre les différents groupes ethniques majoritaires de cette province à l'est de la RDC que sont les Hema et les Lendu, ces conflits impliquent aussi plusieurs acteurs ainsi que différents facteurs. Il s'agit principalement de la présence des plusieurs groupes armés dans la province, des alliances évolutives et changeantes entre les acteurs, la superposition des enjeux du pouvoir et des intérêts économiques et politiques divers. Ces facteurs font que les conflits se renouvellent constamment dans cette province. Touchant plusieurs secteurs de la vie, ces conflits qui tirent leur origine dans des rivalités ethniques entre principalement les Hema (peuples éleveurs) et les Lendu (peuples agriculteurs)<sup>1</sup>, se sont intensifiés avec des questions d'ordre foncier, la lutte pour l'exploitation des ressources minérales, les déplacements internes et massifs des populations, l'activisme des groupes armés et, la faiblesse ou l'absence des institutions de l'État dans certaines régions de la province.

En dépit des différents mécanismes<sup>2</sup> de pacification de la province de l'Ituri et dont le plus culminant est l'instauration de l'état de siège par

---

<sup>1</sup> Voir Ukelo, J. O., « Les conflits interethniques en République démocratique du Congo et dans la Région des Grands Lacs africains : le cas de l'Ituri », dans *Fédéralisme* (5), 2004. Sibiloni, W. A., *La réconciliation après un conflit violent : la situation des Hema et des Lendu dans l'Ituri en RDC*, Paris, L'Harmattan, 2018.

<sup>2</sup> A titre d'exemple, on peut citer les mécanismes suivants : En 2003, création de l'Administration intérimaire de l'Ituri (AII) par le gouvernement de transition de la RDC, sous médiation de la MONUC (ONU) avec comme objectif désarmer les milices et instaurer une autorité civile neutre. 2004-2007 : Programme national de DDR (Désarmement, Démobilisation et Réinsertion). 2004 : Création du district d'Ituri au sein de la Province Orientale, pour renforcer la gouvernance locale. 2008–2011 : Plan de stabilisation et de reconstruction de l'Est de la RDC (STAREC). 2015 : Érection de l'Ituri en province autonome (détachée de la Province Orientale) → renforcement de la gouvernance locale. En 2015, création de structures locales de dialogue communautaire et de commissions de paix, souvent appuyées par le ministère de l'Intérieur et la CNR (Commission nationale pour la réconciliation).

le gouvernement central de la RDC depuis le 03 mai 2021<sup>3</sup>, les voies entreprises par l'État congolais ainsi que ses différents partenaires<sup>4</sup> de paix semblent sinon inopérantes du moins inefficaces. Les différents échecs de ces stratégies entreprises révèlent la complexité de ces conflits récurrents qui, dans une certaine mesure, dépassent les cadres conventionnels et normatifs de la paix et la sécurité internationales qui passent par les missions de prévention des conflits, de rétablissement, maintien et consolidation de la paix.<sup>5</sup> Les initiatives politiques ainsi que les opérations militaires peinent à s'attaquer aux causes structurelles et endogènes liées aux rivalités ethniques, aux identités d'exclusions et aux luttes pour le contrôle des richesses naturelles dont la terre. Par ailleurs, la convergence des intérêts de différentes forces aussi bien nationales qu'internationales et les différentes milices constitue un blocage aux efforts de paix.

Dans ce contexte favorable à la perpétuation du climat des conflits et des violences, comprendre les dynamiques changeants de l'instabilité persistante en province de l'Ituri exige une approche holistique et ancrée dans les réalités locales. Il convient de ce fait de procéder non seulement à l'analyse des manifestations actuelles, dans leur arrière fond à la fois historique, politique, socio-économique. Cette étude vise ainsi à faire une cartographie des dynamiques évolutives, les acteurs, les enjeux, les réseaux et les facteurs des conflits en Ituri ainsi que leur impact direct et indirect sur le quotidien des populations.

### **Méthodologie de l'étude**

La méthodologie adoptée pour cette recherche repose sur une approche qualitative, grâce à un guide d'entretien, des entretiens semi-directs en

---

Février 2020 : Signature d'un accord de paix entre le gouvernement congolais et la FRPI à Gety, visant le désarmement et la réinsertion des combattants. 2019 : Opération « Zaruba ya Ituri ». Reprendre les zones sous contrôle de la CODECO.

<sup>3</sup> Ordonnance n°21/016 du 03 Mai 2021 portant mesures d'application de l'état de siège sur une partie du territoire de la République démocratique du Congo.

<sup>4</sup> C'est notamment la Monusco.

<sup>5</sup> Nations-Unies (Département de l'Information), *ABC des Nations Unies*, New York, Nations-Unies, 2001, pp. 77-142.

face-à-face avec différents acteurs sélectionnés selon la pertinence de leur participation à l'étude en fonction de leurs expériences. Les échanges portaient principalement sur des informations générales en rapport avec leur connaissance de la province de l'Ituri, de son histoire et celle de sa population. Les répondants décrivaient et analysaient le contexte sécuritaire, socio-économique et politique, avant d'indiquer les facteurs et les implications étrangères dans la dynamique des conflits en Ituri.

Un canevas d'entretien a été élaboré afin d'orienter les échanges autour des dynamiques historiques, politiques, socio-économiques et sécuritaires des conflits. Ce guide comportait des questions ouvertes permettant aux répondants de développer librement leurs expériences, leurs perceptions et leurs analyses. L'objectif était de recueillir des récits riches et nuancés, tout en laissant une marge de liberté aux participants pour aborder des aspects jugés pertinents par eux-mêmes.

La collecte des données s'est déroulée dans plusieurs territoires de l'Ituri (Djugu, Irumu, Mambasa, Mahagi et Bunia). Les entretiens ont été réalisés en face-à-face, dans des conditions sécuritaires parfois délicates. Lorsque le consentement des participants et le contexte le permettaient, les échanges s'effectuaient directement. Dans les cas jugés sensibles, les notes étaient prises directement sur le terrain, et immédiatement retranscrites afin de préserver la fidélité des propos. Cette démarche a permis de concilier rigueur scientifique et respect des contraintes locales.

Les entretiens ont ensuite été codés thématiquement selon les grands axes de l'étude (acteurs, ressources, dynamiques, implications extérieures). Les données primaires ont été confrontées à des sources secondaires (rapports d'ONG, publications académiques, documents officiels), afin d'assurer une triangulation méthodologique et une meilleure fiabilité des résultats.

**Tableau : Nombre et profils des personnes consultées**

<b>Catégorie d'acteurs</b>	<b>Nombre consulté</b>	<b>Profil / Fonction</b>	<b>Modalité de collecte</b>
<b>Autorités locales (chefs de chefferie, administrateurs de territoire)</b>	8	Responsables politico-administratifs	Notes directes
<b>Leaders communautaires et religieux</b>	10	Représentants Hema, Lendu, Alur, Nyali ; pasteurs, prêtres, imams	Notes + quelques enregistrements
<b>Membres de la société civile</b>	12	ONG locales, associations de jeunes, organisations de femmes	Enregistrements et transcriptions
<b>Anciens combattants / ex-miliciens</b>	6	Ex-membres FRPI, CODECO, Zaïre	Notes directes (sans enregistrement)
<b>Forces de sécurité (FARDC, police)</b>	5	Officiers et sous-officiers	Entretiens enregistrés
<b>Exploitants miniers / commerçants</b>	7	Orpailleurs, négociants en cacao et bois	Notes et transcriptions
<b>Populations déplacées internes</b>	10	Hommes et femmes déplacés, chefs de familles	Notes directes
<b>Total</b>	<b>58</b>		

La diversité des profils consultés illustre une volonté de représentativité sociale et de pluralité des voix. Les autorités locales apportent une lecture institutionnelle, les leaders communautaires et religieux traduisent les perceptions identitaires et spirituelles, la société civile exprime les revendications citoyennes, tandis que les ex-combattants et les forces de sécurité offrent une perspective interne sur les logiques militaires. Les exploitants miniers et commerçants éclairent les enjeux économiques, et les

populations déplacées incarnent les conséquences humaines directes des conflits.

Cette pluralité garantit une approche holistique, évitant le biais d'une lecture unilatérale et permettant de croiser les récits pour mieux comprendre les dynamiques multi-niveaux du conflit en Ituri.



# Chapitre I : Genèse et dynamiques des conflits

## 1. Introduction

Les conflits en province de l'Ituri ont connu distinctes phases, caractérisés par des changements d'acteurs, des modes opératoires, des attaques meurtrières répétitives. Alors qu'au tout début il ne s'agissait que des tensions ethniques tacites en rapport avec l'exploitation des terres et des ressources du sous-sol, ces conflits ont débouché sur des violences ouvertes. Au fil du temps, les conflits se sont enlisés avec l'implication des groupes armés étrangers particulièrement les Allied Democratic Forces, ADF (les Forces démocratiques alliées). Trois différentes phases constituent l'évolution de ces dynamiques de conflits : 1998-2003 (la phase de la genèse), 2004-2016 (la phase d'une accalmie intempestive) et 2017-2025 (une nouvelle phase des violences avec l'émergence des nouveau armés nationaux et étrangers).

## 2. Genèse des conflits (1998-2003)

Cette phase qu'on peut qualifier de genèse est marquée principalement par la deuxième guerre du Congo et l'intensification des tensions interethniques entre les Hema et les Lendu. Cela fait suite à l'entrée des forces armées ougandaises (Uganda People's Defense Force, UPDF) sur le territoire iturien, initialement sous le prétexte d'une traque des rebelles ougandais. Ce qui a exacerbé la situation sur le terrain. En fait, cette entrée des UPDFs s'est accompagnée d'un appui et soutien aux différentes milices locales, notamment des groupes à majorité Hema pour les aider à prendre le contrôle des ressources naturelles, les mines d'or plus précieusement.<sup>6</sup> Selon Vlassenroot et Raeymaekers, l'intervention ougandaise à partir de 1998, faisant suite à l'entrée des UPDFs sur le territoire iturien, a facilité l'exploitation systématique des ressources naturelles en Ituri, tout en déployant des alliances entre les élites économiques locales et leurs associés

---

<sup>6</sup> T. Viriculon, « L'Afrique Contemporaine », De Boeck Supérieur, 2005, pp 129-146

ougandais.<sup>7</sup> Cela a provoqué une réaction de la part des Lendu, qui ont formé leurs propres milices pour se défendre. Ukelo estime qu'en dépit de leur manifestation directe en 1999, les conflits entre les deux groupes ethniques part principalement de leurs caractéristiques (innée ou acquise) différentes<sup>8</sup>. D'une part les Lendu, peuple agriculteur, cherche à protéger ses terres recherchées par les Hema en quête des terres pour leurs bétails, d'autre part. À ceci, il convient d'ajouter le poids de la colonisation qui a canonisé la domination avec son administration répressive et la politique de diviser pour régner et les manipulations politiques.

L'escalade du conflit apparait encore en 2003, avec le soutien du Rwanda à l'Union des Patriotes Congolais UPC, soutenue au paravent par l'Uganda.<sup>9</sup> Ces conflits ont muté vers une guerre ouverte en 2003. La ville de Bunia fut alors un théâtre d'affrontements violents, entraînant des massacres, des déplacements massifs de population et une importante crise humanitaire. Suite à la dégradation de la situation sécuritaire, le Conseil de Sécurité des Nations-Unies autorisa, en Mai 2003, le déploiement d'une force international d'urgence (Interim Emergency Multinational Force-IEMF<sup>10</sup>) pour le maintien de la paix dans la région. Cette mission devrait œuvrer pour le rétablissement de la sécurité, la stabilisation, l'amélioration des conditions humanitaires, la protection des zones sensibles comme l'aéroport, l'assistance et la protection aux IDPs (les déplacés internes de la guerre) et des acteurs humanitaires présents de la région et en ville de Bunia particulièrement.

---

<sup>7</sup> Vlassenroot, K. & Raeymaekers, T., Le conflit en Ituri, *L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 2002-2003*, p. 227.

<sup>8</sup> Ukelo, J. O., « Les conflits interethniques en République démocratique du Congo et dans la Région des Grands Lacs africains : le cas de l'Ituri », dans *Fédéralisme* (5), 2004, p. 65.

<sup>9</sup> Reyntjens, F., *The Great African War. Congo and Regional Geopolitics 1996-2006*, New York, Cambridge University Press, 2009, p. 207.

<sup>10</sup> *Ibid.*, p. 219.

### **3. Dynamiques des conflits**

#### ***A. Période de stabilisation et de résurgence (2004-2016)***

Après la phase des vives tensions et rivalités communautaires visibles, des moments d'accalmie relative se sont souvent observés, bien que des conflits et rivalités communautaires y soient toujours d'actualité. Des résurgences sporadiques des attaques et tensions vives ont toujours fait, en dépit des accords et mécanismes de paix, à la persistance de certains nombreux groupes armés qui n'ont pas désarmé. À la place du désarmement, ils se sont renouvelés tacitement. Par exemple, entre 2004-2007, des factions rebelles comme la Force de Résistance Patriotique en Ituri (FRPI), majoritairement Lendu Bindi (Ngiti) ont été à la base des attaques violentes et des vols systématiques de bétails dans les entités en secteur des Bahema Sud, Bahema Boga et Bahema Mitego. Entre 2008-2016, la violence est restée endémique, bien que moins intense. Cette période a connu des exactions de groupes armés, accompagnées par des vols de bétail, des enlèvements réplétifs des populations civiles, le contrôle de routes et l'imposition des taxes illégales aux usagers des tronçons et zones sous contrôle des milices.

#### ***B. Nouvelle phase de violence et l'émergence de nouveaux groupes (2017-2025)***

Cette période est caractérisée par la diversification des groupes armés et l'intensification des violences. Quatre moments forts la caractérisent :

- 2017-2018 : Le conflit intercommunautaire entre les Hema et les Lendu éclate à nouveau, principalement dans le territoire de Djugu. Les milices Lendu se sont regroupées sous la bannière de la Coopérative pour le Développement du Congo (CODECO).
- 2019-2020 : Les attaques de la CODECO deviennent fréquentes et extrêmement violentes dans les entités Hema, ciblant des villages entiers, des déplacés, des églises et des écoles. La nature criminelle du groupe s'est affirmée, avec des enlèvements des populations civiles et des pillages répétitifs.

- 2021 : L'État congolais instaure l'état de siège dans les provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu pour faire face à la violence grandissante. Les autorités civiles sont remplacées par des militaires et policiers.<sup>11</sup> Cependant, cette mesure éprouve encore du mal à restaurer un climat de paix et, demeure inefficace face à l'insécurité grandissante dans les deux provinces orientales du pays. Par ailleurs, la présence des Forces Démocratiques Alliées (ADF) à l'idéologie islamiste, participe à la persistance de l'insécurité dans les deux provinces.
- 2022-2025 : Les ADF ont intensifié leurs attaques contre les civils et les FARDC, tandis que la CODECO a continué d'opérer, se fragmentant en de multiples fractions. L'armée ougandaise, l'UPDF, est revenue sur le territoire congolais pour mener des opérations conjointes avec les FARDC, nommées Opération Shujaa, contre les ADF. Plus récemment, un nouveau groupe, la Convention pour la Révolution du Peuple (CRP) a fait son apparition sous la houlette de l'ancien chef de guerre Thomas LUBANGA, marquant un rétropédalage dans les efforts de paix. En effet, le retour de Thomas s'expliquerait par une combinaison de facteurs politiques, sociaux et symboliques notamment la volonté de réhabiliter son image après sa libération de la CPI, exploitation du vide sécuritaire en Ituri, et mobilisation des réseaux anciens de l'UPC. Sur le plan académique, son retour apporte une nouveauté car il illustre la résurgence des anciens seigneurs de guerre dans un contexte post-CPI, un phénomène peu étudié dans la littérature sur les conflits du Congo.

### ***C. Implications et considérations politiques***

L'un des facteurs importants dans la dynamique des conflits persistants en province de l'Ituri est la dimension politique des conflits. De nombreuses personnalités politiques locales et nationales sont

---

<sup>11</sup> Voir, Pole Institute (Collectif), *État de siège en provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri et, turbulences politiques en RD Congo (Regards Croisés n° 39)*, Goma, les Éditions de Pole Institute, 2022.

régulièrement accusées d'instrumentaliser les groupes armés pour des intérêts individuels généralement voilés. Qu'il s'agisse des stratégies de déstabilisation afin d'affaiblir les potentiels rivaux, qu'il s'agisse simplement des voies louches pour l'enrichissement personnel à travers le contrôle des ressources naturelles, les combines politiques sont un déterminant de taille dans la persistance de l'insécurité en Ituri.

Généralement, lorsqu'un groupe armé s'affaiblit, ses membres se dispersent. Ces derniers se rallient trop souvent à d'autres groupes existant pour renforcer leur capacité ou participer à la création des nouveaux groupes armés. Ce phénomène ne peut être dissocié des failles du processus de désarmement, démobilisation et réinsertion sociale (PDRRCS) tel qu'il a été mis en œuvre en Ituri. En effet, le désarmement reste souvent incomplet : les combattants déposent leurs armes de manière symbolique, mais conservent des caches ou reprennent les armes faute de suivi. La démobilisation, quant à elle, se limite trop souvent à une formalité administrative, sans encadrement psychologique ni accompagnement social adapté.

La réinsertion économique et communautaire, censée offrir des alternatives viables, souffre d'un manque de financement et d'une inadéquation aux réalités locales. Les projets proposés portant sur l'agriculture, le microcrédit ou la formation professionnelle ne parviennent pas à compenser l'attrait économique et social que procure l'appartenance à une milice. En conséquence, de nombreux ex-combattants, livrés à eux-mêmes, se rallient à d'autres groupes armés pour assurer leur survie ou pour retrouver un statut social et politique.

Le processus PDRRCS en Ituri révèle également des incohérences structurelles. La fragmentation des groupes armés, notamment la multiplication des factions CODECO, rend difficile toute démobilisation globale : les accords signés par une faction ne sont pas respectés par les autres. De plus, certains leaders instrumentalisent le DDR comme une opportunité de négociation politique ou financière, sans réelle volonté de paix. L'absence de justice et de réparation pour les victimes accentue la méfiance, tandis que les jeunes, souvent marginalisés, deviennent une réserve de recrutement pour les milices.

Ainsi, la dispersion et le ralliement des combattants ne sont pas seulement le produit de dynamiques internes aux groupes armés, mais

aussi la conséquence directe des insuffisances du PDRRCS. Ce processus, censé briser le cycle de la violence, contribue paradoxalement à sa reproduction en alimentant la régénération des milices. Une lecture critique de son application en Ituri permet donc de mettre en lumière la responsabilité des politiques publiques de paix dans la persistance de l'insécurité.

Les régénérations de groupes armés sont alimentées par la pauvreté, l'absence de la justice pour les victimes et un manque d'opportunités économiques pour les jeunes. Les jeunes désœuvrés sont des cibles faciles pour le recrutement afin de grossir les effectifs des milices. Dans le territoire de Djugu, par exemple, la régénération des groupes armés s'est manifestée avec la création des plusieurs factions de la milice CODECO. En 2017, la milice CODECO ne comptait qu'une seule faction URDPC. En 2025, elle s'est régénérée en plusieurs factions dans différentes entités Lendu en territoires de Djugu et Mahagi. Chacune des fractions avec son leader et des objectifs précis. On retrouve, la CODECO URDPC ; CODECO/ALC ; CODECO/FCBC ; CODECO/BTD ; CODECO Sambaza ; CODECO Canal+ ; CODECO Temple de Dieu, etc.

En outre, en 2022, sept factions de CODECO se sont engagées à déposer les armes via le processus de paix. Malheureusement, la réalité actuelle montre que les engagements de cessation des hostilités n'ont pas été respectés. La multiplicité ou la régénérescence de la CODECO reste encore un grand défi particulier dans la province de l'Ituri et toute la RDC en général. Lors de plusieurs dialogues entre groupes armés de l'Ituri, d'autres factions de la milice se refusent de se reconnaître dans les engagements pris par une faction, se déclarant être autonome et indépendant. Ceci complexifie la situation sur le terrain et, fragilise l'application et l'appropriation des résolutions prises lors de différents dialogues. Des personnalités politiques locales et nationales sont régulièrement accusées d'instrumentaliser les groupes armés pour des intérêts privés souvent masqués. Des accusations de corruption et de liens avec l'affairisme ou l'exploitation illégale des ressources planent sur certains acteurs au sein des FARDC. Dans la dynamique sécuritaire

en Ituri, la question d’approvisionnement des groupes en armes, en minutions et des uniformes (semblables à celles des FARDC) demeure une question centrale. Certains éléments FARDC sont accusés de jouer un rôle clé dans l’approvisionnement des groupes armés.<sup>12</sup> Le fait que plusieurs procès invitent certains éléments à la barre des accusés, au sujet de vente illégale d’armes et minutions aux miliciens, en est une preuve éloquente.

#### ***D. Les richesses du sol et du sous-sol et l’intensification des conflits***

Il existe un lien direct entre les richesses du sol et du sous-sol de l’Ituri et la persistance des conflits en Ituri. Les ressources naturelles (or, Cacao, bois, gros bétail, pétrole) y sont une des sources des affrontements et des guerres interminables. L’or, le cacao, le bétail, le bois et le charbon de bois sont les principales sources de revenus des groupes armés. L’or constitue la principale ressource convoitée. En effet, l’Ituri abrite d’importants gisements aurifères exploités artisanalement et semi industriellement, générant des revenus estimés à plusieurs centaines de millions de dollars par an<sup>13</sup>. Toutefois, ces revenus échappent largement à l’État congolais et profitent à des groupes armés, à des réseaux transnationaux et à certains acteurs étrangers, notamment chinois et ougandais<sup>14</sup>. Le cacao, produit dans les territoires d’Irumu et de Mambasa, est également une ressource stratégique. Bien que moins médiatisé que l’or, il fait l’objet d’un commerce parallèle qui échappe aux circuits officiels, privant l’État de recettes fiscales et renforçant les capacités logistiques des milices<sup>15</sup>. Le bois et le charbon de bois, extraits des forêts denses de Mambasa, sont exploités de manière illégale et constituent une source de revenus pour les groupes armés, notamment via des taxes imposées aux exploitants

---

<sup>12</sup> Des militaires et policiers accusés de trafic d’armes en RDC. A lire sur : <https://www.dw.com/fr/rdc-traffic-armes-ituri/a-66380636>

<sup>13</sup> DW (2025) *RDC : l’exploitation de l’or en Ituri profite peu à la population locale*. [En ligne] Disponible sur : <https://www.dw.com/fr> [Consulté le 9 décembre 2025].

<sup>14</sup> IPIS (2023) *Groupes armés, contrôle territorial, conflits fonciers et exploitation aurifère à Djugu, Ituri*. Rapport de Josaphat Musamba et Erik Gobbers, Anvers : IPIS

<sup>15</sup> RFI (2024) *Ituri : le cacao, une richesse convoitée par les milices*. [En ligne] Disponible sur : <https://www.rfi.fr/fr> [Consulté le 9 décembre 2025].

artisansaux ou aux transporteurs<sup>16</sup>. Le bétail, quant à lui, représente une richesse immédiate et facilement monnayable : les attaques de villages sont souvent motivées par le vol de troupeaux, ce qui alimente les cycles de représailles intercommunautaires<sup>17</sup>.

Enfin, les réserves pétrolières du Bloc III, situées autour du lac Albert, bien que peu exploitées à ce jour, attisent les convoitises. Elles sont au cœur de tensions géopolitiques entre la RDC et l'Ouganda, notamment dans le cadre de l'Opération Shujaa, officiellement lancée pour lutter contre les ADF mais perçue localement comme une manœuvre d'accès aux ressources<sup>18</sup>.

Comparativement à d'autres provinces congolaises, l'Ituri se distingue par la diversité de ses ressources. Tandis que le Katanga est dominé par le cuivre et le cobalt, et le Kasai par le diamant, l'Ituri combine des ressources minières, agricoles, forestières et animales. Cette pluralité crée une économie de prédation complexe, où chaque ressource devient un enjeu de contrôle territorial, de financement militaire et de légitimation politique. Cette configuration rend les conflits particulièrement persistants, car les acteurs armés peuvent se reconfigurer autour de différentes chaînes de valeur selon les opportunités du moment. Les richesses du sol et du sous-sol de l'Ituri ne sont pas seulement un facteur aggravant des conflits : elles en sont le moteur structurel. Leur exploitation illégale, leur captation par des acteurs armés et leur instrumentalisation par des puissances extérieures expliquent en grande partie la résilience des violences dans la région. Une paix durable en Ituri ne pourra être envisagée sans une gouvernance équitable, transparente et inclusive de ces ressources. Les attaques de villages sont souvent motivées par le vol de bétail. Les exactions et assauts des milices favorisent leur enrichissement suite à

---

<sup>16</sup> IPIS (2023) *Groupes armés, contrôle territorial, conflits fonciers et exploitation aurifère à Djugu, Ituri*. Rapport de Josaphat Musamba et Erik Gobbers, Anvers : IPIS.

<sup>17</sup> Vircoulon, T. « l'Afrique Contemporaine », De Boeck Supérieur, pp 129-146, 2005.

<sup>18</sup> Vlassenroot, K. et Raeymaekers, T. (2003) 'Le conflit en Ituri', in Marysse, S. et Reyntjens, F. (dir.), *L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 2002-2003*, Paris : L'Harmattan, pp. 207-233.

des pillages organisés au quotidien le long des routes. Cette richesse en ressources naturelles attire milices locales, groupes armés étrangers et réseaux criminels, le désignant comme « eldorado ». Les conflits y sont à la fois économiques (contrôle des mines et du commerce), communautaires (Hema–Lendu), sécuritaires (ADF, CODECO, CRP) et géopolitiques (implication de l’UPDF et trafics transfrontaliers). Les attaques de villages sont souvent motivées par le vol de bétail. Les exactions et assauts des milices favorisent leur enrichissement suite à des pillages organisés au quotidien le long des routes.

La cité de Komanda, située sur l’axe Irumu-Beni et Irumu-Mambasa, est l’un des exemples des zones où les conflits se superposent, en effet, Komanda est une zone stratégique où les conflits se superposent parce qu’elle se situe sur des axes routiers vitaux (Irumu–Beni et Irumu–Mambasa) et au cœur d’un territoire riche en or. Ce caractère important de la cité de Komanda fait d’elle une cité cosmopolite, un refuge pour les déplacés de différentes ethnies, une base arrière pour les différents antagonistes dont les différents états-majors des milices sont à Komanda(FPIC) et ses environs (Chini ya Tuna). Cette présence des différents états-majors dans Komanda et ses environs met la population dans une peur constante de collision entre ces groupes armés pour le contrôle de cette cité. La cité de Komanda abrite aussi différents conflits identitaires entre certaines communautés. Notamment entre Lese et Bira sur le conflit foncier et limites administratives ; Bira et Hema sur le conflit de limites administratives enfin le conflit identitaire entre Lese et Nande qui a conduit au dialogue organisé à Komanda, par Pole Institute en Juin 2023, dans le cadre du projet soutien à la médiation et la Résilience dans l’Ituri et dans le grand Nord-Kivu.

Par ailleurs, depuis plusieurs années, un afflux d’investisseurs et d’exploitants chinois a transformé le secteur aurifère artisanal en une exploitation semi-industrielle rapide et quelque peu industrialisée. L’exploitation des minerais par les acteurs chinois se distingue de l’artisanat traditionnel grâce à l’utilisation des équipements lourds (excavatrices, motopompes à haute capacité). Cette industrialisation facilite l’intensification de la production et une extraction à grande

échelle, y compris dans des zones écologiquement sensibles ou protégées, telles que la Réserve de faune à Okapi (RFO).<sup>19</sup> Cette présence chinoise a souvent été décriée par la société civile locale, qui dénonce l'exclusion des orpailleurs et acheteurs d'or locaux et l'instauration d'un quasi-monopole de facto, source de frustration et de tensions sociales. La présence chinoise opère souvent dans une zone grise. Bien que certaines sociétés aient des titres, beaucoup sont accusées de fonctionner en marge des lois nationales, de causer des dégâts environnementaux considérables, et d'échapper au contrôle des autorités locales parce que bénéficiaires des couvertures politiques voilées. Les conflits s'intensifient dans les zones minières artisanales, car les groupes armés se battent pour le contrôle des sites d'extraction. La présence de l'or a pour conséquence première la création renouvelée des milices locales (comme la CODECO) et l'établissement sur le territoire congolais des groupes étrangers (comme l'ADF et les forces ougandaises). Les conflits entre les communautés sont souvent liés à la volonté du contrôle des terres fertiles et des forêts aux dépens d'autres communautés. Les milices financent leurs activités à travers l'exploitation illégale du bois et du charbon. Dans le territoire de Mahagi, la Codeco a été accusée par la société civile de Mukambo, d'exploiter les bois dans la forêt de Kodha. Pour la société civile cette exploitation de bois dans cette région augmente la capacité de nuisance de cette milice (Radioumoja 2020).

La présence de l'or en Ituri constitue un moteur essentiel de la régénération des milices locales. Dans le territoire de Djugu, plusieurs factions de la CODECO contrôlent directement des sites aurifères. L'exploitation illégale de ces mines leur permet de financer leurs opérations militaires, de recruter de nouveaux combattants et de maintenir une influence territoriale durable<sup>20</sup>. Les Nations Unies ont rapporté que ces attaques visent non seulement les civils mais aussi les infrastructures économiques, renforçant ainsi leur emprise sur les

---

<sup>19</sup> Mambasa : les chinois exploitent de l'or dans une aire protégée(RFO). A lire sur : <https://kivumorningpost.com/2024/05/10/mambasa-des-chinois-exploitent-de-lor-dans-une-aire-protgee-de-letat-congolais-rfo/>

<sup>20</sup> Musamba, J. & Gobbers, E. *Groupes armés, contrôle territorial, conflits fonciers et exploitation aurifère à Djugu, Ituri*. Anvers : IPIS (2023).

circuits de contrebande<sup>21</sup>. Quant à l'UPDF, son déploiement en Ituri, officiellement justifié par la protection des Hema contre la CODECO, est interprété par plusieurs observateurs comme une stratégie visant à contrôler les ressources aurifères et pétrolières de la région<sup>22</sup>.

Les conflits communautaires en Ituri sont souvent liés à la volonté de contrôler les terres fertiles. Les Hema, historiquement éleveurs et commerçants, et les Lendu, agriculteurs, s'opposent régulièrement autour de l'accès aux terres cultivables. Cette rivalité, héritée de l'histoire coloniale et exacerbée par les guerres de 1999–2003, continue d'alimenter les affrontements actuels<sup>23</sup>. Par ailleurs, l'exploitation illégale du bois et du charbon de bois dans le territoire de Mambasa constitue une autre source de financement pour les milices. Ces dernières imposent des taxes illégales sur le transport et la commercialisation de ces produits, ce qui leur permet de renforcer leurs capacités militaires et de consolider leur contrôle territorial<sup>24</sup>.

Ces cas concrets démontrent que la présence de l'or et des ressources forestières en Ituri ne constitue pas seulement une richesse économique, mais un véritable moteur de conflictualité. L'or attire des milices locales qui se fragmentent et se régénèrent, des groupes étrangers qui s'installent durablement, et des rivalités communautaires qui s'exacerbent autour des terres fertiles et des forêts. L'exploitation illégale du bois et du charbon illustre la diversification des sources de financement des milices, créant une économie de guerre plurielle. Cette dynamique explique la persistance des violences dans la province et la difficulté de mettre en place une paix durable.

---

<sup>21</sup> Bunia Actualité, 'CODECO et ADF ont intensifié des attaques contre les civils en Ituri', 3 mars 2025.

<sup>22</sup> Congo Quotidien, 'UPDF en Ituri : Déploiement contesté de l'Ouganda en RDC révélé par l'ONU', 7 juillet 2025.

<sup>23</sup> Berghezan, G. & Agenonga, A. *La Codeco, au cœur de l'insécurité en Ituri*. Bruxelles : GRIP, 2021.

<sup>24</sup> Vlassenroot, K. & Raeymaekers, T. (2003) 'Le conflit en Ituri', in Marysse, S. & Reyntjens, F. (dir.), *L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 2002–2003*, Paris : L'Harmattan, pp. 207–233.

L'extraction illégale, l'exploitation forestière et les trafics de contre bande permettent aux groupes armés de s'approvisionner en armes, en munitions et en équipements. Des groupes armés comme la CODECO, Zaïre, (...) se livrent au pillage des richesses locales, au vol de bétail et à la taxation illégale des activités commerciales, ce qui leur permet de recruter des nouveaux combattants. En outre, le rôle des réseaux transfrontaliers car les richesses illégalement extraites d'Ituri sont souvent acheminées vers les pays voisins, en particulier l'Ouganda et le Rwanda, où elles sont exportées. Ces trafics impliquent des réseaux complexes, souvent liés à des personnalités politiques et militaires, ce qui rend la lutte contre les conflits encore plus complexes. En date du 29 Aout 2025, le gouverneur militaire de l'Ituri, a suspendu l'exploitation de l'or sur toute l'étendue de la province pour restaurer l'autorité dans des régions où sévissent l'insécurité et l'exploitation illégale des ressources. Plusieurs sites miniers ont été fermés, notamment à Nizi, Kabarole, Dala, Lopa et Mabanga après avoir été identifiés comme sources de financement des groupes armés. Bien que salué, cette fermeture a suscité des réactions dans la communauté locale, car elle a occasionné le chômage des jeunes dans ces régions qui sont pour la majorité des creuseurs artisanaux, les exposant ainsi à rejoindre les groupes armés faute d'un travail les occupant au quotidien. Par ailleurs, la continuité de l'exploitation des richesses de la province par les milices et différents groupes (nationaux comme étrangers) se consolide avec la formation des alliances sécuritaires tacites, voire explicites. Des rapports indiquent que certains éléments FARDC ont collaboré ponctuellement avec des milices locales pour sécuriser ou exploiter des sites aurifères. L'IPIS<sup>25</sup> montre que des groupes d'autodéfense et des factions CODECO ont bénéficié de complicités militaires pour maintenir leur contrôle territorial autour des mines de Djugu. De plus, Radio Okapi<sup>26</sup> rapporte que la reddition de 60 membres de la CRP s'est faite dans un contexte où des alliances implicites entre

---

<sup>25</sup>Musamba, J. & Gobbers, E. *Groupes armés, contrôle territorial, conflits fonciers et exploitation aurifère à Djugu, Ituri*. Anvers : IPIS, 2023.

<sup>26</sup> Radio Okapi (2025) 'L'armée durcit le ton face aux milices armées en Ituri', 10 août 2025.

FARDC et groupes armés étaient dénoncées, l'armée ayant parfois toléré ou instrumentalisé ces acteurs avant de durcir le ton.

Le déploiement de l'UPDF en Ituri dans le cadre de l'Opération Shujaa (2022–2025) illustre une alliance sécuritaire explicite entre l'armée ougandaise et les FARDC. Officiellement destinée à combattre les ADF, cette opération a aussi été interprétée comme une stratégie pour contrôler les ressources aurifères et pétrolières de la région<sup>27</sup>.

Des procès militaires en Ituri ont révélé que certains officiers FARDC vendaient des armes et des munitions aux milices locales, consolidant ainsi une alliance économique autour de l'exploitation des ressources<sup>28</sup>. Ces complicités permettent aux milices de financer leurs activités par l'or, le bois et le charbon, tout en maintenant un lien avec des acteurs étatiques.

Ces alliances, qu'elles soient tacites ou explicites, montrent que l'État congolais n'est pas seulement un acteur de régulation mais parfois un acteur inséré dans l'économie de guerre. Les FARDC, censées protéger les populations, se retrouvent impliquées dans des circuits de prédation, soit par tolérance, soit par complicité directe. L'UPDF, quant à elle, illustre la dimension régionale de ces alliances, où la lutte contre les ADF sert aussi de prétexte à la captation des ressources. Ces dynamiques expliquent la continuité des conflits en Ituri : les alliances sécuritaires renforcent la légitimité des milices et consolident l'exploitation illégale des richesses.

L'État congolais, à travers les forces républicaines que sont les FARDC) et les groupes armés locaux s'insèrent dans ce circuit. Alors que les forces républicaines sont mandatées pour sécuriser la population et le territoire, elles sont parfois impliquées dans le trafic minier connu sous le nom de « militarisme commercial ». Certaines unités des

---

<sup>27</sup> Vlassenroot, K. & Raeymaekers, T. (2003) 'Le conflit en Ituri', in Marysse, S. & Reyntjens, F. (dir.), *L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 2002–2003*, Paris : L'Harmattan, pp. 207–233.

<sup>28</sup> Radio Télévision FARDC-Ituri (RTFI) 'Procès sur la vente illégale de munitions par des officiers FARDC', 4 octobre 2025.  
Africa-Infos.cd 'Trafic d'armes en Ituri : cinq personnes arrêtées, dont un officier des FARDC', 14 octobre 2025.

FARDC sont déployées pour sécuriser des sites d'exploitation, souvent ceux tenus par des exploitants étrangers. Cette implication des FARDC se fait malheureusement violemment, dans le seul but d'empêcher et d'expulser les mineurs artisanaux locaux des sites d'exploitation. Beaucoup d'éléments FARDC, y compris des officiers supérieurs, sont directement impliqués dans l'exploitation illégale<sup>29</sup> et la perception de taxes illégales sur la production.<sup>30</sup> Ces officiers fournissent une couverture sécuritaire aux particuliers ouvrant dans le secteur en échange des rétributions pécuniaires.

### *E. L'imposition des taxes illégales exigées aux transporteurs.*

Les transporteurs en Ituri dénoncent des taxes illégales imposées par les FARDC, les milices locales ainsi que les services étatiques lors des traversées, notamment sur les axes Mambasa–Beni et au pont Ituri 2; l'axe Bunia–Gety-Boga ; axe Bunia-Kasenyi-Tchomia, axe Bunia-Iga barrière-Mabanga-Mungbwalu ; axe Bunia-Mahagi, ... Les montants varient selon le type de véhicule ou de produit transporté : environ 150 USD par poids lourd (sans quittance officielle), et jusqu'à 1 500 USD par camion-citerne de produits pétroliers.

**Tableau n°1 : Tarifications illégales relevées en Ituri**

Type de transport / produit	Montant exigé (USD)	Lieu / contexte	Source
Poids lourds (camions de marchandises)	150 USD par traverse	Pont Ituri 2, RN44 (axe Mambasa–Beni)	Actualité.cd (2025); Congo Quotidien (2025) <sup>31</sup>

<sup>29</sup> Josaphat Musamba et Erik Gobbers, Groupes armés, contrôle territorial, conflits fonciers et exploitation aurifère à Djugu, Ituri, République démocratique du Congo, Anvers: IPIS, Juin 2023 », pp.24

<sup>30</sup> En Ituri, les militaires tirent profit du trafic des minerais. A lire sur : <https://www.dw.com/fr/ituri-militaires-tirent-profit-traffic-minerais/a-72865631>

<sup>31</sup> Actualité.cd (2025) *Ituri-Mambasa : des chauffeurs dénoncent une taxe illégale de 150 \$ imposée par des agents de TRANSCOM au pont Ituri 2.* 21 juin 2025.

Camion-citerne (produits pétroliers)	1 000 → 1 500 USD par camion	Ituri, circulation et entreposage (décision août 2025)	LePoint.cd (2025) <sup>32</sup>
Véhicules légers (voitures, bus)	20–50 USD (selon témoignages locaux)	Barrages routiers informels	Témoignages chauffeurs, presse locale
Produits agricoles (cacao, vivres)	Taxation variable (5–10 USD par cargaison)	Barrages CODECO et milices locales	IPIS (2023) <sup>33</sup>
Bois / charbon de bois	Taxe illégale de 50–100 USD par camion	Axe Mambasa–Komanda	Rapports société civile Ituri

L'imposition des taxes illégales aux transporteurs en Ituri illustre parfaitement la manière dont l'économie de guerre s'est institutionnalisée dans la province. Les montants exigés varient selon le type de véhicule ou de produit transporté, allant de 150 dollars pour un poids lourd au pont Ituri 2, jusqu'à 1 500 dollars pour un camion-citerne de produits pétroliers. Ces prélèvements, dénoncés par les chauffeurs et confirmés par des sources locales comme *Actualité.cd* (2025) et *LePoint.cd* (2025), ne sont accompagnés d'aucune quittance officielle et ne reposent sur aucune base légale. Ils constituent donc une forme de prédation économique exercée par des agents de services publics ou par des milices, qui exploitent la vulnérabilité des transporteurs et l'absence de contrôle étatique.

L'impact de ces pratiques est considérable. Sur le plan économique, elles paralysent le commerce et augmentent le coût des produits de première nécessité, aggravant la précarité des populations locales. Sur le plan social, elles alimentent un sentiment d'injustice et de méfiance envers l'État, perçu comme complice ou incapable de protéger ses

<sup>32</sup> LePoint.cd (2025) *Ituri : la taxe sur les produits pétroliers passe de 1 000 à 1 500 dollars dès août 2025*. 9 août 2025.

<sup>33</sup> Musamba, J. & Gobbers, E. *Groupes armés, contrôle territorial, conflits fonciers et exploitation aurifère à Djugu, Ituri*. Anvers : IPIS, 2023.

citoyens. Sur le plan sécuritaire, elles renforcent les capacités financières des groupes armés qui, en contrôlant certains axes routiers, imposent leurs propres taxes et s'inscrivent dans une logique de gouvernance parallèle.

Cette situation révèle une contradiction majeure : les routes censées favoriser la circulation des biens et des personnes deviennent des espaces de prédation et de violence économique. L'État perd sa légitimité en tolérant ou en participant à ces pratiques, tandis que les milices consolident leur pouvoir en se présentant comme des acteurs incontournables du commerce local. L'analyse critique montre donc que ces taxes illégales ne sont pas de simples abus isolés, mais qu'elles participent à la structuration d'une économie de guerre durable, où la frontière entre acteurs étatiques et non étatiques s'efface.

L'imposition des taxes illégales aux transporteurs en Ituri illustre la manière dont la gouvernance économique est capturée par des logiques de prédation. Elle contribue à la persistance des conflits en alimentant les milices, en fragilisant la population et en sapant l'autorité de l'État. Une paix durable ne pourra être envisagée sans une réforme profonde de la gouvernance des routes et des ressources, afin de briser ce cercle vicieux de taxation illégale et de violence économique.

#### ***F. Les mutualités culturelles et regroupements ethniques***

Les mutualités culturelles et les regroupements ethniques constituent aussi un élément important dans les dynamiques des conflits. Bien que se présentant comme des plateformes ouvrant pour la paix, ils ont souvent été des vecteurs d'intensification des conflits. Leur influence est profonde, car elle est enracinée dans la structure sociale et politique de la région. Les associations ethniques deviennent ainsi des vecteurs de mobilisation identitaire, où les différends fonciers et les rivalités pour le contrôle des ressources sont transformés en conflits militarisés.

Dans le territoire de Djugu, par exemple, des associations communautaires Hema et Lendu ont été instrumentalisées par des leaders politiques pour légitimer la violence et mobiliser des soutiens

électoraux. Vircoulon<sup>34</sup> souligne que la résurgence du conflit en Ituri est liée à l'échec des politiques de consolidation de la paix, en partie parce que les structures communautaires ont été détournées de leur vocation initiale pour servir des agendas politiques. De même, le rapport d'Action pour la Paix et la Concorde (APC)<sup>35</sup> montre que certaines mutualités, censées favoriser la médiation, ont paradoxalement renforcé les clivages en se transformant en plateformes de revendications identitaires.

Les regroupements ethniques ne se limitent pas à la sphère politique. Ils s'insèrent aussi dans les dynamiques militaires. Le GIC Network<sup>36</sup> (2021) documente comment des associations locales ont servi de relais pour le recrutement de jeunes dans les milices, en exploitant les frustrations liées à l'accès aux terres et aux ressources. Ces structures deviennent alors des instruments de militarisation des tensions intercommunautaires, consolidant une économie de guerre où l'identité ethnique est utilisée comme levier de pouvoir.

Les associations ethniques sont souvent utilisées pour politiser et à militariser les tensions intercommunautaires, partant des différends fonciers ou à travers la recherche et le renforcement du pouvoir. Plusieurs acteurs politiques jouent et manipulent les individus en se basant sur leur appartenance ethnique afin de mobiliser des soutiens communautaristes et, ainsi leur élection ou cooptation politiques.

**Tableau n° 2 : Ressources, groupes armés et acteurs**

Ressource	Impact et Dynamique du Conflit	Acteurs Impliqués
Or	L'or, avec le bétail, le bois et le charbon de bois, est une source majeure de revenus pour les groupes armés. Le pillage	Groupes armés (CODECO, ADF, FRPI, etc.), réseaux criminels transnationaux,

<sup>34</sup> Vircoulon, T., *Ituri : résurgence du conflit et échec de la politique de consolidation de la paix*. Paris, Ifri, 2021.

<sup>35</sup> Action pour la Paix et la Concorde (APC) *Affronter les conflits de l'Ituri : approche de médiation à Djugu et Mahagi*. Rapport financé par l'Union Européenne, 2024.

<sup>36</sup> GIC Network, *Violence et instabilité en Ituri*. Bruxelles : GIC, 2021.

	<p>systématique de l'or congolais est estimé à au moins 140 millions USD par an et finance la persistance des conflits. Des acteurs régionaux, comme l'Ouganda (historiquement à travers l'UPDF), ont armé et soutenu des milices pour prendre le contrôle des mines d'or.</p>	<p>armées régionales (UPDF), et potentiellement des acteurs politiques locaux et nationaux.</p>
Bétail	<p>Le vol de bétail est une motivation fréquente des attaques de villages et des exactions commises par des groupes comme la FRPI et la FPIC.</p>	<p>Groupes armés locaux.</p>
Pétrole	<p>L'exploration pétrolière, notamment dans le Bloc III (Lac Albert, frontalier avec l'Ouganda), a exacerbé les tensions et les risques de conflit. La frontière elle-même est contestée. La présence du pétrole est perçue comme un facteur de risque pour les droits de l'homme et la sécurité des communautés.</p>	<p>Gouvernements (RDC, Ouganda), entreprises pétrolières (ex : Sac Oil, Total E&amp;P RDC), et groupes armés opérant dans ces zones (ex : FRPI).</p>
Cacao	<p>Le cacao est également au cœur des violences et des convoitises dans l'Est de la RDC, en étant lié à des problèmes de contrebande et menaçant sa certification bio. Les menaces sécuritaires entravent la production et l'exportation de cette ressource essentielle.</p>	<p>Groupes armés (Mai-Mai<sup>37</sup> et Pseudo Adf<sup>38</sup>), réseaux de contrebande.</p>

<sup>37</sup> Pour la plupart qui sont actifs dans les territoires d'Irumu et de Mambasa

<sup>38</sup> Les pseudo-Adfs sont des jeunes qui se déguisent en terroristes Adf dans les territoires d'Irumu et de Mambasa, utilisant les mêmes modes opératoires que les Adf. Ils pillent les récoltes de Cacao, tuent et sèment la terreur dans ces régions, particulièrement dans les champs. A lire sur <https://acp.cd/nation/ituri-de-faux-adf-identifies-dans-deux-villages-du-territoire-dirumu-administrateur-militaire/>

## Chapitre II : Les implications extérieures

### 1. Introduction

L'environnement extérieur joue aussi un rôle important dans la dynamique des conflits en Ituri. Actuellement, il s'agit principalement de la présence des Ugandan People Defense Forces (UPDFs) qui s'inscrit dans le cadre de la coopération entre le Gouvernement congolais et le gouvernement Ougandais pour combattre les groupes armés œuvrant dans cette zone frontalière, principalement les Forces Démocratiques Alliées (ADF). Le cadre officiel de la coopération militaire entre la RDC et l'Ouganda pour combattre les ADF est l'Accord bilatéral matérialisé par le "Mémorandum d'entente" signé en décembre 2021 à Kinshasa, connu sous le nom d'Opération Shujaa. Ce document a été révisé en juin 2025 pour prolonger et élargir le champ d'action des forces conjointes. Ses clauses portent sur la coordination militaire FARDC–UPDF, la liberté de circulation des troupes ougandaises en Ituri et au Nord-Kivu, le partage de renseignements, et la neutralisation des ADF<sup>39</sup>.

Le mémorandum signé en décembre 2021 entre la République démocratique du Congo et l'Ouganda, révisé en juin 2025, établit que les Forces armées de la RDC (FARDC) et les Ugandan People's Defense Forces (UPDF) mèneront des opérations conjointes sur le territoire congolais afin de neutraliser les Forces démocratiques alliées (ADF). Ce partenariat prévoit la libre circulation des troupes ougandaises dans certaines zones frontalières du Nord-Kivu et de l'Ituri, ainsi qu'une coordination opérationnelle avec les FARDC. Il organise également le partage de renseignements sécuritaires et la mise en place de mécanismes bilatéraux de suivi pour assurer l'efficacité des opérations. Bien que présenté comme une initiative de lutte contre le terrorisme, plusieurs observateurs soulignent que l'accord comporte une dimension implicite liée à la sécurisation des intérêts économiques,

---

<sup>39</sup> Congo Quotidien (2025) *Opération Shujaa : le mémorandum révisé qui étend la guerre contre les ADF en Ituri*, 21 juin 2025. Infos.cd (2025) *RDC-Ouganda : signature d'un mémorandum révisé pour intensifier l'opération Shujaa contre les ADF*, 21 juin 2025.

notamment autour des ressources aurifères et pétrolières de l'Ituri et du lac Albert.

Cet accord illustre la dimension régionale des conflits en Ituri. Officiellement, il s'agit d'une coopération militaire pour neutraliser les ADF. Mais plusieurs observateurs<sup>40</sup> estiment que l'Ouganda poursuit également des objectifs économiques, notamment l'accès aux ressources aurifères et pétrolières. La révision du mémorandum en 2025 confirme que l'opération n'est pas temporaire mais s'inscrit dans une logique de présence prolongée des UPDF en RDC.

Ceux-ci sont en effet un groupe armé ougandais qui, s'est, depuis plusieurs années, développé en RDC, à partir des massifs de Rwenzori en territoire de Beni. Pour gouvernement congolais, cette présence s'inscrit dans le cadre d'un partenariat bilatéral visant l'éradication de l'activisme armé dans cette partie de la République. Cependant, pour certains acteurs locaux et internationaux, y compris les populations congolaises, cette présence des UPDFs est perçue avec une grande méfiance en raison de son historique et des intérêts économiques qu'elle soulève.

En fait, l'engagement de l'UPDF aux côtés des FARDC, et plus spécifiquement en Ituri, est officialisé depuis fin 2021 par l'Opération Shujaa. L'objectif principal de cette opération conjointe est de neutraliser les ADF, un groupe terroriste d'origine ougandaise qui a étendu ses activités dans l'est de la RDC et y a déjà établi des bases. Les forces conjointes (FARDC et UPDF) mènent des offensives terrestres et aériennes contre les positions des ADF, notamment dans le territoire de Mambasa et le sud du territoire d'Irumu. Des déploiements ont également été signalés dans d'autres zones, comme à Bunia, Tchomia et Mahagi, pour des opérations contre la CODECO.

---

<sup>40</sup> Groupe d'étude sur le Congo (GEC) & Ebuteli, *L'opération Shujaa de l'Ouganda en RDC : combattre les ADF ou sécuriser les intérêts économiques ?* Rapport, New York & Kinshasa, 2022.

## 2. Les enjeux et les ambiguïtés de la présence de l'UPDF

Malgré la légitimité proclamée de leur mission, les UPDFs inspirent pour la population congolaise de la méfiance et de la controverse. L'Ouganda est régulièrement accusé d'entretenir des motifs économiques qui pourrait justifier l'expédition de ses troupes au Congo. Des rapports de l'ONU et d'ONGs spécialisées pointent du doigt l'exploitation illégale des ressources naturelles, notamment l'or et le bois par certains officiers de l'UPDF<sup>41</sup>. Les minerais, les ressources naturelles et les produits agricoles congolais seraient "blanchis" en Ouganda pour être réexporté en retour au Congo. La présence de troupes ougandaises dans des zones riches en ressources, comme près des puits de pétrole au littoral du Lac Albert, dans les chefferies de Bahema-Boga et Bahema-Mitego, alimente ces soupçons.

Les richesses concernées dans les zones de Bahema-Boga et Bahema-Mitego, ainsi qu'au littoral du lac Albert, sont principalement l'or, le pétrole, le bois, le charbon de bois, le cacao, le café, le poisson du lac Albert et le bétail. Ce sont ces ressources qui alimentent les soupçons de « blanchiment » en Ouganda avant d'être réexportées vers la RDC.

Dans les chefferies de Bahema-Boga et Bahema-Mitego, situées dans le territoire d'Irumu, l'exploitation aurifère artisanale est particulièrement importante. L'or extrait illégalement est souvent acheminé vers l'Ouganda, où il est intégré dans des circuits commerciaux formels avant d'être réintroduit sur le marché congolais. À côté de l'or, ces chefferies disposent de vastes forêts qui fournissent du bois et du charbon de bois, exploités par des réseaux locaux et transfrontaliers. Le cacao et le café, cultivés dans ces zones fertiles, sont également détournés vers l'Ouganda, privant l'État congolais de recettes fiscales.

La population congolaise garde un souvenir douloureux des précédentes interventions ougandaises durant la deuxième guerre du

---

<sup>41</sup> RDC : L'UPDF en Ituri, mission sécuritaire ou écran de fumée pour un pillage minier ? A lire sur : <https://mines.cd/rdc-lupdf-en-ituri-mission-securitaire-ou-ecran-de-fumee-pour-un-pillage-minier/>

Congo, où l'UPDF a été impliquée dans des pillages, des exactions et le soutien à des groupes armés locaux, contribuant à alimenter le conflit<sup>42</sup>. Cette histoire de prédation et de manipulation des milices locales rend la population méfiante envers les motivations de l'UPDF. La naissance de la Coalition pour la Révolution Populaire (CRP) est un phénomène récent qui a fait son apparition dans le paysage déjà complexe de l'insécurité en Ituri. Thomas Lubanga, fondateur et ex seigneur de guerre de l'Union des Patriotes Congolais (UPC) entre 1999 et 2003, en synergie avec les représentants de toutes les forces militaires de l'Ituri, réunis à Kampala, ont créé en date du 10 Janvier 2025, une nouvelle rébellion dénommée CRP, institution politique assortie d'une branche armée, les Forces pour la Révolution Populaire (FRP). Pour rappel, Thomas Lubanga a été condamnée par la Cour Pénale Internationale pour des faits de guerre commis entre 1993 et 2003. Il apparaît surprenant, qu'après sa libération en 2020, il soit à la base d'une nouvelle rébellion. Par ailleurs, le lancement de cette rébellion à Kampala laisse perplexe les analystes d'autant plus que l'Ouganda est impliqué dans les efforts de pacification de l'Est de la RDC dans le cadre de l'opération Shujaa.

Bien que ses motivations et ses objectifs restent encore non clairs, beaucoup d'observateurs estiment qu'il poursuit des visées politiques, avec des ramifications aussi bien nationales que régionales. Ceci rencontre le fait que, dans une communication du 06 Mars 2025, l'armée congolaise accuse Thomas LUBANGA et compagnie d'avoir non seulement créer le CRP, pour déstabiliser le pouvoir en place, mais aussi, d'être en connivence avec les rebelles de l'AFC/M23.<sup>43</sup> Faisant suite à cette accusation, l'armée appelle la population iturienne à se désolidariser de ce groupe armé et de se ranger derrière les forces loyalistes (FARDC) qui ont le mandat de les protéger et leurs biens. Il en est de même pour les groupes armés signataires de l'acte portant

---

<sup>42</sup> T. Viriculon, « l'Afrique Contemporaine », De Boeck Supérieur, pp 129-146, 2005.

<sup>43</sup>L'armée accuse Thomas Lubanga de créer une nouvelle rébellion. A retrouver sur :

<https://www.radiokapi.net/2025/03/06/actualite/securite/larmee-accuse-thomas-lubanga-de-cree-une-nouvelle-rebellion>

création du mouvement CRP – qui comprennent la FPIC (Front Patriotique et Intégrationniste du Congo) dit Chini ya Kilima, la CODECO (Coopérative pour le Développement du Congo), du MAIC (Mouvement Alliance pour l'Intégrité du Congo) dit Chini ya Tuna, l'ALPC (Alliance pour la Libération Populaire du Congo) et la FRPI (Front de Résistance Populaire de l'Ituri) – qui ont clairement signifié leur non-appartenance en raison des liens présumés du CRP avec les rebelles du M23 et de leur soutien perçu comme intérêts étrangers, notamment ceux du Rwanda. Tels sont les cas des milices MAIC (Chini ya Tuna), la FRPI, le FPIC (Chini ya Kilima) et la milice CODECO. La situation en Ituri est complexe. Les différents groupes armés, tels que CODECO (Coopérative pour le Développement du Congo) et le groupe Chini ya Kilima, veulent se battre désormais aux côtés des FARDC contre le M23 et d'autres forces rebelles. Dans une pareille atmosphère, la rébellion de Thomas Lubanga et son implication supposée dans des alliances avec des forces étrangères compliquent encore davantage la situation sécuritaire et risque d'affecter profondément la cohésion sociale en Ituri.

En fait, l'implication de l'armée ougandaise dans la région de l'Ituri remonte principalement à la période de la Seconde Guerre du Congo (1998-2003), également appelée "Guerre de Grande Alliance", dans laquelle plusieurs pays voisins, dont l'Ouganda, ont été impliqués en soutien à différents groupes rebelles. L'armée ougandaise n'est pas à son premier passage en RDC. Nombreux sont des travaux qui ont scruté leur présence en RDC. Maindo, par exemple, a présenté l'Ituri comme un Far West ougandais<sup>44</sup>. En effet, cette partie de la RDC, riche en ressources naturelles (or, produits agropastoraux, bois, café, cacao, pétrole, etc.), est sujette à la convoitise des autorités ougandaises. Selon lui, l'Ituri est à la fois un Far West ougandais qui attire trafiquants et aventuriers en quête de fortune, et, de ce fait, passer pour une province ougandaise francophone. Néanmoins, le passage de l'armée ougandaise

---

<sup>44</sup> Maindo Monga Ngonga, A., "La républiquette de l'Ituri en République Démocratique du Congo : un far west ougandais", *Politique Africaine*, n°89, 2003, pp.81-192.

en Ituri a laissé des traces aussi indélébiles. Comme le souligne cet auteur, les Ituriens se rappelleront toujours de ce dicton swahili : « *Inchi ni yenu, lakini order ni yetu* » ; « Le pays vous appartient, mais le commandement nous revient », ainsi pourrait-on traduire cette expression. Des officiers ougandais aimaient à le rappeler aux Congolais, alliés ou non. Rien ne se fait ni ne se décide sans l'accord du parrain ougandais : nomination, arrestation, opération militaire, opération de police... Mieux encore, tout se fait sur ordre ougandais.

Selon Human Right Watch<sup>45</sup>, la découverte du pétrole dans la vallée de Semiliki et dans le graben albertine, des zones qui enjambent la frontière entre l'Ouganda et la RDC, renforce la compétition économique entre ces deux pays en Ituri. Dominic Johnson a des propos indicatifs sur cette question ; et partage la même opinion pessimiste.<sup>46</sup> D'après cet auteur, la spéculation économique de l'entreprise Heritage Oil ne mènera pas seulement à une aggravation des rivalités politiques et militaires, mais aussi à un accroissement des tensions entre les acteurs locaux. D'où les prédictions et les rumeurs sur les avantages économiques potentiels de l'exploitation pétrolière qui ont excité sans doute l'imagination des belligérants en Ituri et suscité la convoitise de l'Ouganda.

Chris Dietrich<sup>47</sup> inscrit la présence répétée de l'armée ougandaise en Ituri dans le cadre économique et politique. Selon lui, un groupe restreint d'officiers ougandais cherche à prendre le contrôle des ressources de l'Ituri dans le but unique de manipuler la situation de conflit pour en tirer des avantages personnels.

Il parle à cet égard d'un « commercialisme militaire ». Il s'agit d'une nouvelle tendance dans la privatisation de la sécurité en Afrique subsaharienne, qui implique l'utilisation croissante des armées

---

<sup>45</sup> Human Rights Watch, Couvert de sang : violence ciblée sur certaines ethnies dans le nord-est de la RDC, 2003, p.5.

<sup>46</sup> Amnesty International, A need for protection, a thirst for justice, 21 October, 2003, p.1 & note 2.

<sup>47</sup> DIETRICH, C., "The commercialisation of military deployment in Africa", African Security Review, vol. 9, no. 1, Institute for Security Studies, 2000

nationales comme instruments pour générer des bénéfices économiques pour les élites politiques.

### **3. Impact sur la dynamique des conflits locaux**

La présence de l'UPDF en Ituri a un impact direct sur les conflits qui y prévalent. Certes, l'offensive conjointe FARDC-UPDF a réussi à déloger les ADF de certaines de leurs bases principales. Cependant, cela entraîne souvent la dispersion des combattants en des petits groupes, difficiles à cibler. Ces combattants se livrent à des attaques sporadiques et ciblent les civils pour se ravitailler, ce qui maintient un climat d'insécurité. Entre le 08 et le 10 juillet 2025, des attaques dans plusieurs localités de la chefferie de Walese Vonkutu ont d'abord été signalées comme 31 morts, puis le bilan a été porté à 66 civils tués après la découverte des nouveaux corps. Dans la nuit du 26 au 27 Juillet 2025, des combattants de l'ADF ont attaqué une veillée de prière dans une église de la cité de Komanda en territoire d'Irumu, tuant 43 personnes (dont des femmes, hommes et enfants) selon différentes sources.

La présence de l'UPDF peut également pousser certains groupes armés locaux à former de nouvelles alliances pour se défendre ou exploiter le chaos. Par exemple, la lutte conjointe contre les ADF pourrait indirectement renforcer d'autres groupes comme la CODECO, qui n'est pas la cible principale de l'Opération Shujaa mais qui a également été visée dans des opérations ponctuelles à Fataki dans le territoire de Djugu (Radio Okapi, Mars 2025).

Dans ce contexte, un dilemme se présente aux civils. Bien qu'ils aspirent à la paix, ils sont souvent pris entre les feux croisés des groupes armés et des armées régulières d'une part, et entre les FARDC et les UPDF. La méfiance envers l'armée ougandaise est exacerbée par les rumeurs de violations des droits humains et, contraste avec l'inefficacité de l'armée régulière congolaise. Ceci est à la base du caractère fragile des collaborations conjointes menées entre les FARDC et les forces de sécurité internationales. En date du 02 Décembre 2025, les FARDC se sont affrontés aux militaires UPDF à Djugu centre, chef-lieu du territoire de Djugu. Le bilan de cet affrontement a fait état de deux

militaires FARDC tués, des minutions et bien des FARDC emportés par les UPDF. Cette attaque a créé une psychose dans la région poussant la population à se déplacer dans les villages environnant<sup>48</sup>.

---

<sup>48</sup> Deux militaire des FARDC tués par les soldats ougandais lors d'une fusillade à Djugu. A lire sur : <https://www.radiokapi.net/2025/12/03/actualite/securite/deux-militaires-des-fardc-tues-par-des-soldats-ougandais-lors-dune>

## **Chapitre III : Les différentes alliances entre les groupes armés**

Les groupes armés comme CODECO, FRPI, Chini ya Tuna et Chini ya Kilima pourraient s'unir plus fermement autour de la lutte contre les rebelles de Thomas Lubanga. Dans les déclarations tenues consécutivement par la CODECO en date du 10 Mars 2025, et en date du 12 Mars 2025 par le MAIC dit Chini ya Tuna et le FPIC Chini ya Kilima, ces trois factions rebelles s'opposent à leur intégration dans les Forces pour la Révolution Populaire groupe branche armée du CRP, dirigée par le Général LOBO PITSI, ancien officier supérieur des Fardc ayant fait défection de l'armée.

Dans leurs déclarations, tous affirment être engagé dans le processus de paix et combattre au côté des FARDC en tant que des patriotes Wazalendo pour empêcher l'arrivée des M23 en Ituri et s'opposer à leurs alliés supposés dont la CRP. Ces soutiens militaires aux cotés des Fardc pour combattre la CRP occasionnera de facto une alliance entre les belligérants d'hier pour combattre un ennemi supposé commun. Un membre de CODECO (Coopérative pour le Développement du Congo) : « Lubanga est devenu un homme politique opportuniste. Il se sert des communautés comme les Hema pour atteindre ses objectifs, mais en réalité, il est plus proche des intérêts étrangers que des nôtres. Nous ne pouvons pas accepter cela. CODECO reste déterminée à combattre la CRP avec ses alliés M23 et Rwandais.<sup>49</sup> »

### **Affaiblissement de la cohésion sociale**

Le soutien ou l'opposition à des mouvements comme celui de Lubanga, en raison de ses liens avec le M23 et le Rwanda, exacerberait les fractures sociales existantes, réduisant la confiance entre les communautés. La situation pourrait renforcer les fractures ethniques, avec certains groupes accusant d'autres de collusion avec des ennemis

---

<sup>49</sup> Entretien accordé par un membre de la milice Codeco, Bunia le 07/10/2025

extérieurs. Les habitants de l'Ituri sont profondément divisés concernant la nouvelle rébellion de Thomas Lubanga et ses alliances avec le M23 et le Rwanda.

Les perceptions de la rébellion et de ses objectifs varient considérablement, alimentant ainsi des tensions au sein de la population. « *Dans les réseaux sociaux certains nous disent que Lubanga lutte pour notre cause, d'autres disent qu'il est payé par les étrangers. Comment pouvons-nous avoir confiance en lui ?* », mentionne un habitant de la Ville de Bunia<sup>50</sup>.

En effet, la désolidarisation de certains groupes armés vis-à-vis de la rébellion de Lubanga pourrait accentuer les rivalités entre les communautés locales. L'histoire de la rébellion de Thomas Lubanga avec l'UPC, qu'il a dirigé vers les années 2000, a mentionné que l'UPC était une milice à majorité composée des jeunes Hema contre les milices FNI et FRPI composée des jeunes issus en grande partie de la communauté Lendu, réuni au sein de l'association culturelle LORI. La désolidarisation des plusieurs groupes rebelles tel la CODECO, le FRPI, le Chini ya Kilima et Chini ya Tuna, de la CRP, accusant Thomas LUBANGA, des alliances obscures avec les M23, accentue cette méfiance entre les communautés au vu de la fragilité de la cohésion sociale depuis la résurgence des atrocités dans les territoires de Djugu en 2017.

Depuis le mois de Mars 2025, la milice Autodéfense Zaïre en territoire de Djugu et le Mouvement d'Autodéfense populaire de l'Ituri (MAPI) en territoire d'Irumu, ont été accusés d'être des supplétifs de la CRP. Tous les deux groupes armés sont signataires de l'acte d'engagement du dialogue d'Aru 2. Ce dialogue a réuni plusieurs groupes armés opérant en province de l'Ituri. Il a permis, aux groupes armés de s'engager dans la recherche de la paix et de mettre fin aux hostilités en province de l'Ituri. La nouvelle alliance entre la CRP et la milice Zaïre, a déstabilisé depuis le mois d'Avril 2025, plusieurs villages et centre du

---

<sup>50</sup> Entretien accordé par un habitant de la ville de Bunia, Bunia le 06/10/2025

territoire de Djugu (Lopa, Iga-barrière, Mabanga, Nizi, ...) et le littoral du lac Albert où les affrontements sont signalés ces derniers jours, causant des pertes en vies humaines, des violences de droits de l'homme et de déplacement massif de la population sur le territoire national et vers l'Ouganda.

En somme, la rébellion de Thomas Lubanga en Ituri et ses alliances controversées avec la CRP, le M23 et le Rwanda ont des conséquences profondes sur la cohésion sociale dans la région. Les divisions internes entre les communautés, exacerbées par des alliances extérieures, nourrissent des fractures ethniques et renforcent la méfiance et la désunion. Tandis que certains groupes armés, comme CODECO et Chini ya Kilima, ont choisi de se rallier aux FARDC contre le M23, cela pourrait renforcer la solidarité interne à court terme, mais ne garantit pas une réconciliation durable. L'impact sur la cohésion sociale en Ituri est donc double : d'une part, il y a une polarisation accrue des groupes ethniques et des forces armées locales ; d'autre part, une unité temporaire pourrait se former autour de la lutte contre un ennemi commun.

L'impact sur la cohésion sociale en Ituri est complexe et multidimensionnel. D'un côté, les alliances de Lubanga avec des forces internes (CRP et MAPI) et extérieures, comme le Rwanda, alimentent des accusations de trahison et exacerbent les tensions ethniques et politiques. De l'autre côté, cette situation incite certains groupes à se rallier autour de la lutte contre les rebelles du M23 et à se solidariser temporairement avec les FARDC, mais sans réelle confiance envers les autorités centrales.

**Tableau n° 3 : Groupes armés, leaders et différentes alliances**

<b>Groupes armés</b>	<b>Statut/ethnie dominante</b>	<b>Année de création</b>	<b>Leaders (connus)</b>	<b>Alliances et dynamiques clés</b>
CODECO URDPC	Milice Lendu		BASSA ZUKPA qui représente La CODECO dans toutes les assises	Contre les Hema. Contre la CRP (affrontements signalés). Certains soldats FARDC ont été accusés de complicité avec ces milices contre d'autres communautés. Certaines factions s'étaient engagées dans un processus de paix (2022) non respecté.
CODECO ARDPC	Milice Lendu		SONGA MBELE & R'DZA	
CODECO FDBC	Milice Lendu		CHUI MUTAMBALA & AWILO	
CODECO Groupe Catholique	Milice Lendu		CHELE MAPA & NDROZA	
CODECO Groupe Royaume	Milice Lendu		BIKO NGABU SANDE	
CODECO Groupe Communautaire de Watsi	Milice Lendu		TCHOMBE KATANGA	
ADF (Forces Démocratiques Alliées)	Idéologie islamiste (Ougandaise d'origine)		JAMIL MUKULU	Contre les FARDC et les civils. Contre l'armée ougandaise (UPDF) qui mène des opérations conjointes (Opération Shujaa) avec les FARDC.
CRP (Convention pour la Révolution du Peuple)			THOMAS LUBANGA	Contre les FARDC et la milice CODECO
FRPI (Force de Résistance Patriotique en Ituri)	Lendu Bindi (Ngiti) majoritaire		ADIRODU MBADU	Historiquement impliqué dans la prédation économique et les attaques dans les

				entités Hema. Faisait partie des groupes armés initiaux de l'époque du conflit de 1998-2003. Impliqué dans des incursions dans la zone pétrolière du Bloc III.
Auto-défense « Zaïre »	G5, le groupe des cinq communautés victimes des atrocités de la milice Codeco: Hema, Nyali, Mambisa, Ndo-Okebo, Alur		MAKI BARAKA Amos	Contre les FARDC. Alliances régionales présumées avec l'Ouganda (contrôle du Lac Albert). Contre la CODECO (affrontements signalés).
UPDF (Uganda People's Defense Forces)	Armée ougandaise		MUHOOZI KAINERUGABA	Alliances changeantes : a historiquement armé et soutenu les milices Hema (UPC), et mène aujourd'hui des opérations conjointes (Opération Shujaa) avec les FARDC contre les ADF.
FPIC (Front Patriotique Intégrationniste au Congo)	Communauté BIRA		HERABO TONDABO	Contre les Hema et les FARDC. Aujourd'hui impliqué dans le processus de paix et le désarmement. Leur participation dans le processus a permis la cohabitation et la fréquentation entre les communautés dans le territoire d'Irumu

CHINI YA TUNA	Communauté LESE		Le leader du groupe n'est pas connu. C'est plutôt son porte-parole Edouard MATOPE qui est connu en tant que représentant et leaders du groupe	Contre les ADF, le Nande. Depuis le dialogue de Juin 2023, le Chini ya Tuna n'attaque plus les Nande.
MAPI(Mouvement d'Autodéfense Populaire de l'Ituri)	G5 : Hema, Nyali, Mambisa, Ndo-Okebo, Alur		Jean KISEMBO	Contre les FARDC, CODECO et Chini ya KILIMA

## Conclusion et recommandations

En dépit des efforts consentis, les dynamiques des conflits restent complexes en province d'Ituri. Les groupes armés ne sont plus de simples milices communautaires. Ils deviennent de plus en plus des entités militaro-économiques, connectés à des réseaux d'une criminalité au-delà des simples considérations sécuritaires. Trempés dans des affaires économiques que politiques, ils sont impliqués dans le trafic d'or et du cacao. La présence de groupes comme les ADF, liés à des réseaux djihadistes, apporte une nouvelle dimension aux affrontements, transformant une guerre locale en une menace sécuritaire et économique permanente. Et pourtant, sans une approche globale qui inclut la démobilisation des combattants, la justice et la réparation pour les victimes, une gouvernance transparente des ressources naturelles, le renforcement de l'autorité de l'État et des institutions étatiques, le développement économique inclusif de la province, l'on risque d'assister toujours à une régénérescence des cycles de violences renouvelés, avec des nouvelles formes. Ceci se matérialiserait par :

- Le renforcement de la gouvernance transparente des ressources naturelles. Il convient de mettre sur pied une politique de réglementation et de contrôle strict de l'exploitation et de commercialisation des ressources natures aussi bien au niveau local, provincial comme national. Ceci devra clarifier les mécanismes de traçabilité et des sanctions contre les acteurs impliqués dans l'exploitation illégale.
- Le rétablissement de l'autorité l'État et des institutions de la République. Ceci devra passer par une évaluation rigoureuse et objective de l'état de siège afin de définir les mécanismes de réinstallation et de renforcement des institutions administratives civiles.

- La lutte contre le chômage des jeunes est aussi une priorité pour la sécurité en province d'Ituri. Il s'agit de développer des politiques d'encadrement et d'emploi des jeunes. Ceci aide à réduire le risque de leur exposition aux manipulations diverses et radicalisation mais aussi, mettre en déroute le danger de leur participation dans les actions des groupes armés.
- La promotion et l'organisation d'un dialogue intercommunautaire inclusif entre les différentes communautés de la province. Ceci passe principalement par l'accompagnement et le soutien des mécanismes de paix, en mettant un accent sur la cohabitation pacifique, le vivre-ensemble, le patriotisme, le nationalisme au-delà du communautarisme.
- La communication sur les actions conjointes et coopérations avec les États partenaires sur les questions sécuritaires pour éviter des précompréhensions locales susceptibles de nourrir les méfiances populaires et ainsi, fragiliser les relations avec les États partenaires. À cela, il convient d'y adjoindre un contrôle parlementaire périodique, question d'évaluer l'efficacité et le niveau de réalisation des objectifs assignés aux actions de terrain.
- Le renforcement de la coopération régionale avec les pays voisins contre les réseaux de contrebande. Ceci passe par une intensification permanente de la collaboration transfrontalière pour le démantèlement des routes de trafic reliant la province d'Ituri aux pays voisins.

## Bibliographie

- Nations-Unies (Département de l'Information), *ABC des Nations Unies*, New York, Nations-Unies, 2001.
- Amnesty International, *a need for protection, a thirst for justice*, 21 October, 2003, p.1 & note 2.
- IPIS, *Groupes armés, contrôle territorial, conflits fonciers et exploitation aurifère à Djugu, Ituri*. Rapport de Josaphat Musamba et Erik Gobbers, Anvers : IPIS (2023)
- Vircoulon, T. « l'Afrique Contemporaine », De Boeck Supérieur, pp 129-146, 2005.
- Vlassenroot, K. et Raeymaekers, T. (2003) 'Le conflit en Ituri', in Marysse, S. et Reyntjens, F. (dir.), *L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 2002–2003*, Paris, L'Harmattan, pp. 207–233
- Reyntjens, F., *The Great African War. Congo and Regional Geopolitics 1996-2006*, New York, Cambridge University Press, 2009, 2009
- Sibiloni, W. A., *La réconciliation après un conflit violent : la situation des Hema et des Lendu dans l'Ituri en RDC*, Paris, L'Harmattan, 2018.
- Ukelo, J. O., « Les conflits interethniques en République démocratique du Congo et dans la Région des Grands Lacs africains : le cas de l'Ituri », dans *Fédéralisme* (5), 2004, pp. 64-67.
- T. Viriculon, « l'Afrique Contemporaine », De Boeck Supérieur, pp 129-146, 2005.
- DIETRICH, C., "The commercialisation of military deployment in Africa", *African Security Review*, vol. 9, no. 1, Institute for Security Studies, 2000.
- Maindo Monga Ngonga, A., "La républiquette de l'Ituri en République Démocratique du Congo : un far west ougandais", *Politique Africaine*, n°89, 2003, pp.81-192.
- Pole Institute (Collectif), *État de siège en provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri et, turbulences politiques en RD Congo (Regards Croisés n° 39)*, Goma, les Éditions de Pole Institute, 2022.

Berghezan, G. & Agenonga, A., *La Codeco, au cœur de l'insécurité en Ituri*, Bruxelles : GRIP, 2021.

# Guide d'entretien

## 1. Introduction et consentement

- Présentation de l'objectif de l'étude (comprendre les dynamiques des conflits en Ituri).
- Assurance de confidentialité et anonymat des propos.
- Demande de consentement pour l'enregistrement ou la prise de notes.

## 2. Thème A : Contexte historique et mémoriel

- 1) *Pouvez-vous décrire brièvement l'histoire des conflits dans votre communauté ou votre territoire ?*
- 2) *Quels souvenirs ou événements marquants restent encore présents dans la mémoire collective ?*
- 3) *Selon vous, quelles sont les causes profondes (historiques, coloniales, foncières) des tensions en Ituri ?*

## 3. Thème B : Acteurs et dynamiques actuelles

- 1) *Quels sont aujourd'hui les principaux groupes armés actifs dans votre zone ?*
- 2) *Comment décririez-vous leurs modes d'action et leurs relations avec les populations locales ?*
- 3) *Quels rôles jouent les autorités locales, les FARDC, la police ou les leaders communautaires dans la gestion ou l'aggravation des conflits ?*
- 4) *Avez-vous observé des alliances ou des rivalités nouvelles entre groupes armés depuis 2017 ?*

## 4. Thème C : Ressources naturelles et économie politique du conflit

- 1) *Quels sont les principaux enjeux économiques (or, bois, cacao, bétail, pétrole) dans votre territoire ?*
- 2) *Comment ces ressources influencent-elles les conflits ?*
- 3) *Avez-vous constaté des formes de taxation illégale, de pillage ou de trafic transfrontalier ?*
- 4) *Quel est l'impact de la présence d'acteurs étrangers (exploitants chinois, réseaux ougandais, etc.) sur la vie locale ?*

## 5. Thème D : Implications extérieures et interventions

- 1) *Comment percevez-vous la présence des forces étrangères (UPDF, MONUSCO, etc.) dans la région ?*
- 2) *Selon vous, ces interventions contribuent-elles à la paix ou aggravent-elles les tensions ?*
- 3) *Quels sont les effets de l'Opération Shujaa ou de l'état de siège sur la sécurité et la gouvernance locale ?*

## **6. Thème E : Conséquences sociales et humanitaires**

- 1) *Quelles sont les principales conséquences des conflits sur la vie quotidienne (déplacements, accès aux terres, scolarisation, santé) ?*
- 2) *Comment les communautés locales s'organisent-elles pour faire face à l'insécurité ?*
- 3) *Quel rôle jouent les associations culturelles, religieuses ou ethniques dans la cohésion sociale ou la division ?*

## **7. Thème F : Perspectives de paix et réconciliation**

- 1) *Quelles initiatives locales ou nationales de paix connaissez-vous ?*
- 2) *Selon vous, pourquoi certaines initiatives échouent-elles ?*
- 3) *Quelles solutions ou mécanismes pourraient contribuer à une paix durable en Ituri ?*
- 4) *Quel rôle devraient jouer les jeunes, les femmes et la société civile dans ce processus ?*

## **8. Conclusion**

- Invitation à partager un message ou une recommandation personnelle pour l'avenir de l'Ituri.
- Remerciements et rappel de la confidentialité des propos.